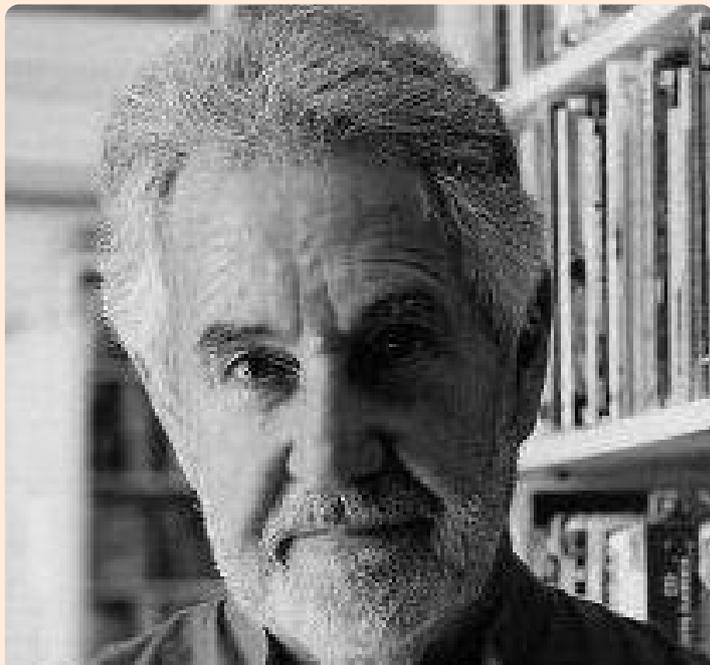




Agendas féministes, paix et sécurité : Gorée Institute au Tchad pour la préfiguration et l'analyse approfondie des éléments de contexte

La mission du Gorée Institute qui a duré du 03 au 07 février 2025 a permis de mieux appréhender le contexte féministe et des agendas FPS et JPS dans les pays de mise en œuvre du projet,...



HOMMAGE A BREYTEN BREYTENBACH, LE "DERNIER DES MOHICANS" Un militant pour une démocratie respectueuse des différences

Telle une onde de choc, les pleurs des radios, les chants tristes des réseaux sociaux, si prompts à relayer une nouvelle, les larmes de vos amis, des Goréens, des partenaires de Gorée Institute ...



Appui de la CEDEAO à la Démocratie, aux Élections et à la Gouvernance: les cas des pays de l'Afrique de l'Ouest mis en examen



Liens entre sécurité et développement au Sahel: en vue de nouvelles perspectives ouest africaines, ETG et Gorée Institute évaluent les relations Afrique - Europe



Procédures et méthodologies d'appui administratif et financier pour les Agendas féministes, paix et sécurité : à Ouaga, le Consortium harmonise les pratiques

dans le cadre du projet pour les Agendas féministes, paix et sécurité, le consortium a mis en œuvre l'Axe stratégique 2 dénommé « Appui à l'évaluation des besoins et à la mise en œuvre de plans de renforcement personnel, technique et organisationnel des femmes, jeunes filles et adolescentes, ainsi que de leurs associations, pour renforcer l'efficacité et la pertinence de leurs actions relatives à la prévention et gestion des conflits en AO, en ligne avec les agendas FPS et JPS ».

EDITORIAL

Fragilité des organisations africaines : soigner le mal par la racine !



L'année 2025 sera-t-elle aussi dense que l'année 2024 pour le Gorée Institute ? Douze mois de plus, biens nourris en capacitation, en production de savoir et en partenariat diversifié au profit de nos sociétés africaines est tout le mal que nous nous souhaitons. Même si les opportunités ne sont jamais saisies de fond en comble, un récent regard rétrospectif nous rend du moins fiers de ce que nous avons accompli au cours de l'année marquant le 32e anniversaire du Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique.

Pour le Gorée Institute, les gains de l'an dernier se sont surtout révélés dans la persévérance en termes de facilitation, de recherche, d'intervention, mais aussi de collaboration avec les instances régionales et internationales. Ce qui a eu pour effet favorable l'élaboration de nouveaux paradigmes et l'extension de nos réseaux de personnes et d'institutions dans toute la région ouest africaine et bien au-delà.

Que ce soit en termes de prévention des conflits, de consolidation de la paix, de promotion de la bonne gouvernance, d'autonomisation des jeunes et des femmes et de protection des droits de l'enfant, l'Institut s'est pleinement investi en vue de se conformer à sa noble mission de développer la recherche, le renforcement de capacités et la facilitation du dialogue afin de favoriser l'émergence de citoyens actifs et engagés, d'institutions démocratiques et redevables et une société civile forte et indépendante.

Justement, il sied de préciser que cette consolidation de nos activités annuelles, nous la devons plus à notre capacité à diversifier nos partenariats, qu'à nos près de 35 ans d'expertise et d'initiatives au service du continent. En attestent ceux fraîchement noués avec le ministère néerlandais des Affaires étrangères, European Think Thank Group, Agence Française de

Développement, Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, ECDPM, KPSRL, Save the Children, entre autres.

C'est d'ailleurs le lieu d'émettre notre humble avis sur la question du financement des organisations de la société civile africaine qui a fait beaucoup de battage ces derniers temps avec l'annonce de la décision de suspension de certains financements de la part du gouvernement américain qui entraînerait de lourdes conséquences pour une catégorie d'organisations africaines. Nous avons tiré le signal d'alarme à l'occasion du 30^e anniversaire du Gorée Institute et nous le rembobinons. Nos organisations africaines doivent renchérir leurs ambitions pour devenir des centenaires, voire des millénaires, à l'instar de ces marques immuables quasi universelles ayant traversé les âges.

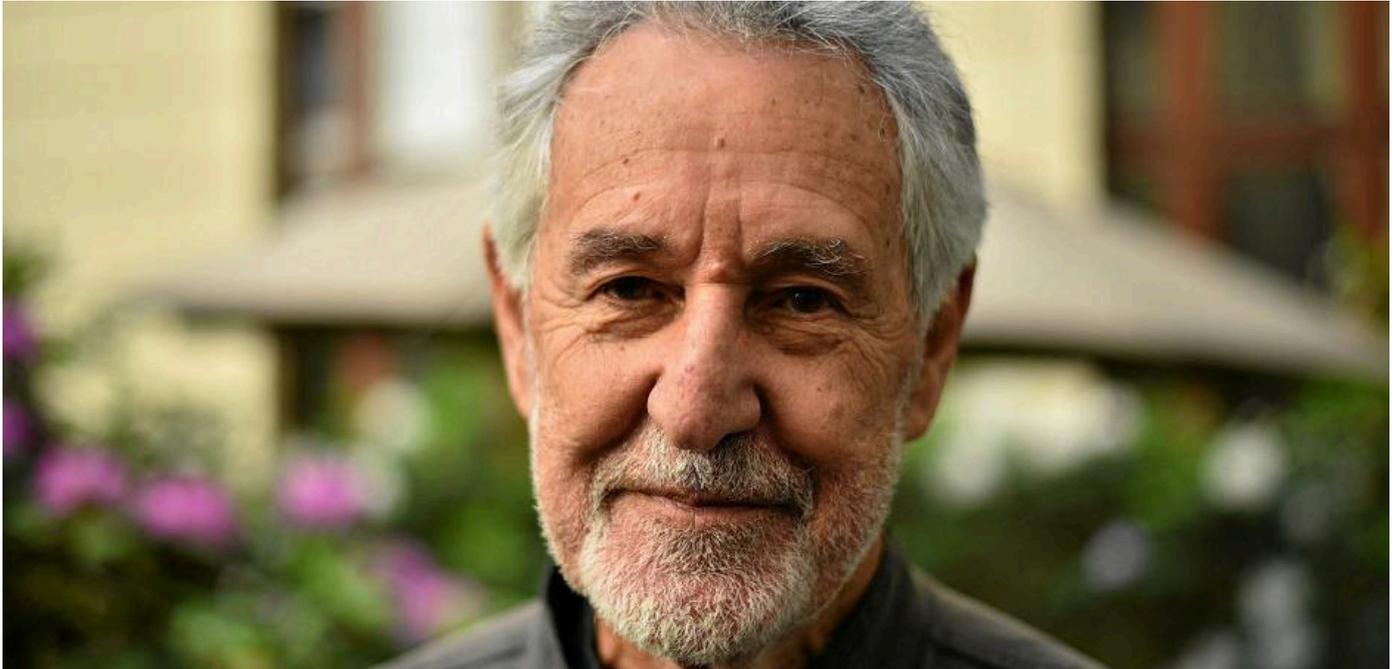
Hélas ! La dépendance financière de nos organisations, en plus d'altérer notre longévité, affecte également nos capacités à fixer nos priorités et à être nous-mêmes maîtres de notre propre devenir. Qu'on ne se leurre pas. Aller à l'assaut du monde exige d'avoir au préalable une fondation solide et des racines vigoureusement ancrées. Car la croissance devient une utopie quand on est en incapacité de se contenir. C'est à cet égard que nous rappelons fièrement, mais modestement, la vision du Gorée Institute qui a fait de la notion de l'autosuffisance son fondement, en mettant en place,

dès ses premières années d'existence, un mécanisme d'autosuffisance dénommé TERAL. Si vous êtes un habitué de la maison ou simplement un partenaire de l'Institut, vous avez déjà vu à l'œuvre ce département du Gorée Institute dont le travail consiste principalement à renforcer l'autosuffisance de l'organisation elle-même. Car nous pensons fondamentalement qu'il n'y a que l'autosuffisance qui nous concède la liberté de choix volontaire et non imposée par la nécessité.

C'est cette liberté hors de prix qui nous donne la capacité de nous adapter aux transformations de contextes par des choix réfléchis et non par des impératifs de survie. Voilà d'ailleurs pourquoi le Gorée Institute, en adéquation avec son Plan stratégique 2025-2028, compte étendre ses tentacules vers de nouveaux domaines thématiques tels que le changement climatique, la migration, la résilience, la citoyenneté, etc.

La passivité ou encore la gestion pernicieuse des politiques relatives à ces phénomènes prénommés ont fini d'ouvrir des plaies béantes dans nos pays qu'il urge de panser. Et comme nous avons fait de l'émergence des sociétés africaines notre sacerdoce, nous devons bien une fière chandelle à cette Afrique et à ce Sahel que nous chérissons tant.

Mamadou Sakhir Ndiaye, responsable communication.



HOMMAGE A BREYTEN BREYTENBACH, LE "DERNIER DES MOHICANS"

Un militant pour une démocratie respectueuse des différences

Breyten,

Telle une onde de choc, les pleurs des radios, les chants tristes des réseaux sociaux, si prompts à relayer une nouvelle, les larmes de vos amis, des Goréens, des partenaires de Gorée Institute et des puissants de ce monde que votre lumière a éblouis, témoignent, si besoin en est, de la grande tristesse qui nous accable.

Avec votre disparition, l'Île de Gorée, le Gorée Institute, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la France, le monde littéraire, perdent un de ses plus dignes fils, un homme libre repoussant le confort des convenances et bousculant les conservatismes, un homme d'action et de projets, un militant pour une démocratie respectueuse des différences.

Nous, membres de Gorée Institute, ce projet qui porte les germes de votre plus haut espoir, celui d'apprendre et de réapprendre à voir l'Afrique, à insérer et à faire vivre l'Afrique dans le monde, à nous comporter dignement dans le monde, pleurons, aujourd'hui, le "Dernier des Mohicans", du célèbre trio d'Afrikaners ayant contribué à faire sonner l'hallali du régime de l'Apartheid.

Votre disparition est déchirante pour nous qui vous avons connu, aimé et côtoyé.

Nous entendons, ici, saluer, avec reconnaissance, votre mémoire, en rendant hommage à une personnalité d'importance "politique" énorme, toujours à l'avant-garde du combat pour la justice, la liberté, le progrès social, la tolérance et croyant fermement en l'autosuffisance et la coopération africaine, à vous le Grand maître dans l'art de faire passer les maux des sociétés africaines comme des rêves et des visions, rampes de lancement de votre projet "Imagine Africa".

Que vos proches puissent trouver dans l'hommage ému que nous vous consacrons, aujourd'hui, une part de réconfort.



Agendas féministes, paix et sécurité : Gorée Institute au Tchad pour la préfiguration et l'analyse approfondie des éléments de contexte

Depuis toujours, dans les zones de conflits les populations civiles, en particulier les femmes s'organisent pour se protéger des attaques qu'elles subissent, en particulier sur leurs corps, pour répondre aux besoins de leur communauté tout comme pour faire entendre leurs voix dans le champ politique. En effet, la plupart paie un tribut énorme à la guerre, d'autres parviennent à dessiner des chemins d'émancipation pour elles-mêmes et leurs groupes d'appartenance. Mais, ce n'est qu'à partir des années 1970 que les conséquences spécifiques des conflits armés sur les femmes tout comme l'enjeu de la participation de celles-ci à leur résolution apparaissent à l'agenda international, sous l'influence de la société civile et des mouvements des femmes. Plusieurs décennies seront nécessaires pour construire ainsi l'agenda "Femmes, Paix et Sécurité" (FPS) dont une des pierres angulaires est la Résolution 1325. Par ailleurs, les chercheuses féministes développent une pensée critique sur cet agenda institutionnel en soulignant notamment ses limites en termes de transformations structurelles des inégalités de genre et continuent à questionner la définition de la violence, la culture de la guerre et les modalités

existantes dans nos sociétés pour prévenir et résoudre les conflits.

C'est dans ce contexte global que le projet "Pour des agendas féministes Paix et Sécurité" prend place et vise ainsi à renforcer les OSC féministes actives dans la mise en œuvre de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel où la situation sécuritaire s'est durcie significativement au cours des dernières années.

Pour rappel, ce projet est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF) et vise à soutenir financièrement et techniquement les initiatives et les organisations féminines et féministes y compris de jeunes, intervenant sur les thématiques des agendas Femmes/Jeunes, Paix et Sécurité, dans six pays d'Afrique de l'Ouest. Il est mis en œuvre dans la zone sahélienne en proie à une grande crise sécuritaire depuis des décennies, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Tchad et dans un souci de prévention à la crise sahélienne au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo à travers un dispositif de subventions multiformes.

Il est piloté par un consortium composé de quatre (04) organisations non gouvernementales dont Diakonia au Burkina Faso, Femmes Actions et Développement (FAD) au Niger, Gorée Institute au Sénégal et Equipop. Ces organisations portent la



responsabilité de coordination des activités du projet dans les pays d'intervention, avec Diakonia pour le Burkina, FAD pour le Niger et Gorée Institute pour le Tchad et Equipop pour le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo.

La mission du Gorée Institute qui a duré du 03 au 07 février 2025 a ainsi permis de mieux appréhender le contexte féministe et des agendas FPS et JPS dans les pays de mise en œuvre du projet, ainsi que la connaissance des intervenants clés et potentiels récipiendaires des subventions, afin notamment d'adapter les stratégies d'intervention du projet aux besoins et enjeux prioritaires exprimés et identifiés.

Procédures et méthodologies d'appui administratif et financier pour les Agendas féministes, paix et sécurité : à Ouaga, le Consortium harmonise les pratiques

Toujours dans le cadre du projet pour les Agendas féministes, paix et sécurité, le consortium a mis en œuvre l'Axe stratégique 2 dénommé « Appui à l'évaluation des besoins et à la mise en œuvre de plans de renforcement personnel, technique et organisationnel des femmes, jeunes filles et adolescentes, ainsi que de leurs associations, pour renforcer l'efficacité et la pertinence de leurs actions

relatives à la prévention et gestion des conflits en AO, en ligne avec les agendas FPS et JPS ». Il est ainsi question de procéder au renforcement des capacités personnelles, techniques (notamment dans la gestion administrative et financière) et organisationnelles des individus, associations et réseaux féministes intervenant en faveur de la prévention et la gestion des crises / conflits en Afrique de l'Ouest, en lien avec les agendas Femmes, Jeunes, Paix et sécurité.

C'est dans ce cadre qu'un atelier de cadrage et d'outillage admin-fin/DO s'est tenu à Ouagadougou, au Burkina Faso du 18 au 20 février 2025. Une activité ayant permis de préciser les objectifs, les résultats attendus ainsi que les éléments de méthodologie collectivement définis par l'équipe des experts Admin-fin et DO du consortium.

L'atelier d'outillage collectif a ainsi permis de partager et d'harmoniser les pratiques des experts admin-fin/DO du consortium, en termes d'appui admin-fin (du développement des AMI à la phase de rapportage) et de DO (Développement Organisationnel) des partenaires de travail récipiendaires de subventions du projet et de définir de manière consensuelle un dispositif/méthodologies/outils d'appui admin-fin pour le projet FSOP FPS AO-Sahel.



Ve édition Forum de la Jeunesse : à Bamako, les jeunes sont allés au-delà de la contestation

48 heures d'intenses travaux de partage et d'échanges sur le rôle et l'engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel ont déterminé la Ve édition du Forum régional annuel de la jeunesse organisée par le Gorée Institute en partenariat avec l'Ecole de Maintien de la Paix, Alioune Blondin Bèye de Bamako. De grandes initiatives ayant permis d'explorer les pistes par lesquelles la jeunesse sahéenne doit passer pour aller au-delà de la contestation. Organisé sous le parrainage du ministre malien de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, cet événement annuel devenu une culture institutionnelle pour l'Institut panafricain a enregistré la présence de près de 200 jeunes venus des pays du Sahel, d'éminents experts et de diverses personnalités dont le ministre parrain, le Directeur général de l'EMP, l'ambassadrice des Pays-Bas au Mali, la Représentante de la Mission de l'Union Africaine pour le Mali et Sahel (MISAHEL), des responsables de Think Peace Sahel et d'autres institutions régionales et internationales. Le rôle et l'engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel étant la thématique principale de l'édition 2024, les jeunes venus de

divers pays du Sahel ont eu l'honneur d'échanger leurs points de vue avec d'illustres experts des questions ayant trait à la jeunesse et à la situation particulière au Sahel. Des échanges de vue qui sont surtout allés dans le sens de prospecter les voies et moyens qui pourraient permettre aux jeunes de l'Afrique et de la région sahéenne en particulier d'aller au-delà de la posture contestataire.

Reconstruction des Etats du Sahel : les jeunes du Forum de Bamako contribuent à travers leur leadership transformationnel

Responsabiliser davantage les jeunes a été l'un des objectifs majeurs de la Ve édition du Forum annuel de la jeunesse. À Bamako, le Gorée Institute s'est démarqué des anciennes approches consistant à aborder les questions relatives à la jeunesse sans une participation significative des jeunes. En effet, l'implication des jeunes lors de cet événement annuel s'est traduite par l'animation par eux-mêmes d'intéressants panels les concernant, et à travers lesquels ils ont formulé leur propre conception de leur engagement et de leur leadership dans un contexte sahéen marqué par l'instabilité politique et institutionnel.

Relativement au leadership et à l'engagement civique et politique des jeunes comme moyen de contribution à la reconstruction des États, les jeunes présents au Forum de Bamako ont pu échanger sur la question

avec d'éminents experts, non sans faire part de leur perception du leadership et de l'engagement.

À cet effet, il leur a été demandé le type de leadership qu'ils devraient proposer pour apporter le changement et contribuer à la reconstruction des États. Par ailleurs, des conseils leur ont été prodigués dans le sens d'adopter le leadership transformationnel pour être en mesure d'estimer les enjeux nécessaires et de comprendre ces enjeux en termes de crise et de leadership. C'est à cet effet qu'ils ont souligné que les obstacles à l'affirmation de leur leadership ne manquent pas avec le triste constat de voir la jeunesse être reléguée au second plan après s'être battue pour des combats nobles. Une situation qui serait due, selon eux, à la posture attentiste de la jeunesse.

Les panels animés par les jeunes, ainsi que les débats qui en ont suivi ont mis le curseur sur le fossé très profond qui existe entre la jeunesse et ses gouvernants, les États et les institutions, source de la crise de confiance et de la rupture. Les échanges ont ainsi permis de relever les complexités de l'engagement civique qui ne consiste pas seulement à militer, mais à identifier les problèmes et à trouver des solutions impactantes pour les communautés.

Toujours dans leur engagement et militantisme, les jeunes ont fait preuve de compréhension de la nécessité de se positionner au premier plan pour contribuer au changement institutionnel et à l'éveil des consciences. Le tout avec une bonne attitude, de l'humilité, du sens du respect des engagements, du sérieux, de la compétence et de l'exemplarité. Ils n'ont pas manqué de mettre en évidence l'impératif de faire valoir leur capacité à amener les gouvernants à respecter leurs engagements à travers les cadres mis en place par eux-mêmes.

Les jeunes réunis par le Gorée Institute à Bamako se sont montrés conscients de l'importance de faire connaître les préoccupations de la jeunesse aux gouvernants car étant les mieux placés pour savoir le vécu de leurs pairs jeunes. Cela sonne comme une évidence pour eux qu'il ne faut pas s'attendre à ce que les gouvernants donnent facilement de la place aux

jeunes, mais que c'est plutôt à eux de se battre pour cela.

Ainsi, pour contribuer efficacement à la reconstruction de leurs États respectifs de demain, les jeunes sont conscients qu'il est indispensable pour la jeunesse d'avoir une vision claire sans laquelle, ils ne seront pas capables d'évoluer et resteront d'éternels suiveurs. Ils ont ainsi fait la promesse de redoubler d'effort pour être davantage dans l'action et avoir la capacité d'exprimer clairement leur vision et de pouvoir la communiquer en utilisant tous les canaux de communication qui sont à leur disposition dans une époque marquée par l'expansion de l'Internet.



KPAC 24 : l'Alliance africaine pour une justice centrée sur les personnes voit le jour à Gorée

Gorée Institute, KPSRL et le REPAOC ont procédé, le 19 novembre à Gorée, au lancement officiel de l'Alliance africaine pour une justice centrée sur les personnes.

En marge des assises de la Knowledge Platform Annual Conference 2024 (KPAC2024), qui se sont tenues du 19 au 21 novembre 2024 à Dakar, Gorée Institute et ses partenaires ont lancé l'Alliance africaine pour une justice centrée sur les personnes. Une rencontre qui s'inscrit dans un processus visant à engager nos institutions et nos communautés dans la mise en œuvre effective du développement sociopolitique ayant comme base la confiance, expliquait ainsi Doudou Dia, Directeur exécutif du Gorée Institute.



Plus tard, les assises de Dakar ont tourné autour du thème « Construire la confiance, pacifier le pouvoir, connecter les réalités ». A la veille de cette rencontre, Conductive Space for Peace, en collaboration avec le Gorée Institute, avait tenu un atelier de réflexion sur les implications stratégiques de l'initiative Respace Peace en vue de donner un sens aux expériences et aux imaginations multiples, diverses, contradictoires, voire opposées, entourant ces processus, en recomposant la multiplicité en significations collectives afin de dynamiser et d'orienter les actions futures à divers niveaux, en partant des engagements locaux jusqu'aux relations interétatiques.

Pour relever les défis liés à la bonne gouvernance et arriver à une Afrique paisible et prospère, Doudou Dia plaidait pour des Etats démocratiques et efficaces, des citoyens ouverts, formés et informés, une société civile forte et indépendante et professionnelle et un secteur privé transparent.

Partout et en Afrique particulièrement, les organisations de la société civile ont un rôle à jouer pour lutter contre l'extrémisme violent et l'injustice. Regroupant plusieurs OSC de l'Afrique de l'Ouest, le réseau des plateformes d'ONG d'Afrique occidentale a su mobiliser les acteurs communautaires et les institutions pour la promotion de la démocratie et de la justice.

A cette occasion, Komi Abitor de REPAOC qui voit les OSC comme des championnes estimait que le mode opérationnel nous permet, quelles que soient nos origines, de nous asseoir et de parler sans qu'il ait crépitement d'armes.

KPAC24 : à Dakar, KPSRL, Gorée Institute et REPAOC mobilisent les idées pour construire la confiance, pacifier le pouvoir et connecter les réalités

Co-organisée par Knowledge Platform Security & Rule of Law (KPSRL), Gorée Institute et REPAOC, la Knowledge Platform Annual Conference 2024 (KPAC24) s'est tenue du 19 au 21 novembre 2024 à Dakar sur le thème « Construire la confiance, pacifier le pouvoir, connecter les réalités ». L'édition 2024 qui a regroupé d'éminents experts continentaux et internationaux a abordé une multitude de thématiques en lien avec la sécurité, le maintien de la paix et les droits de l'homme.

Evènement phare du KPSRL, les conférences annuelles ont rassemblé dans le passé plusieurs centaines de praticiens, de décideurs politiques et de chercheurs qui échangent sur les nouveaux défis et les nouvelles approches dans le domaine de la sécurité et de l'Etat de droit dans les contextes fragiles de conflits. Traditionnellement tenue à La Haye, aux Pays-Bas, la conférence annuelle a été organisée en 2023 à Nairobi (Kenya) dans l'intention d'être plus au fait des réalités des environnements fragiles secoués par les conflits. Comme les précédentes éditions, la rencontre de Dakar a été rythmée par une diversité de sessions de réflexion sur la mise en œuvre des recommandations faites à La Haye.

A travers la kyrielle de sessions abordées par des experts de divers horizons, la KPAC24 a pu mobiliser à Gorée et à Dakar les connaissances, les

expériences, mais aussi les idées des différents participants autour des trois aspects qui sous-tendent le thème « Construire la confiance, pacifier le pouvoir, connecter les réalités ». En effet, si l'instauration de la confiance consiste à croire fermement en la fiabilité ou en la capacité d'autres groupes de la société, de détenteurs de pouvoir ou d'autres personnes/étrangers, la pacification du pouvoir équivaut à conserver et à renforcer la capacité des structures de l'Etat aux autorités locales et traditionnelles, en passant par les communautés et les organisations régionales et interétatiques. Quant à la connexion des réalités, elle est essentielle pour les processus sociaux de construction de la confiance et de pacification du pouvoir.

La réponse régionale aux échecs du G5 Sahel dans la lutte contre l'extrémisme violent dans les pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), la réinvention

des espaces et des infrastructures équitables pour une paix durable et la lutte contre les trafics illicites sont entre autres panels abordés lors de cette KPAC24. A cet effet, d'importantes recommandations pour une meilleure gouvernance et un maintien durable de la paix dans nos Etats ont été faites par les participants venus des quatre coins du monde, avant d'aborder les différentes perspectives politiques sur les leçons émergentes.

En somme, l'organisation de la KPAC24 a permis de donner un sens aux expériences et aux imaginations multiples, diverses, contradictoires, voire opposées, relativement à ces processus, en recomposant la multiplicité des significations collectives afin de dynamiser et d'orienter les actions futures à divers niveaux, en partant des engagements locaux jusqu'aux relations interétatiques.



Liens entre sécurité et développement au Sahel : en vue de nouvelles perspectives ouest africaines, ETTG et Goree Institute évaluent les relations Afrique -Europe

Les pays du Sahel continuent de connaître des niveaux élevés de fragmentation interne qui en font des terrains propices à de multiples centres de violence et de contestation du pouvoir. Ces formes de fragmentation rendent de plus en plus difficile l'élaboration de réponses efficaces et cohérentes à des défis complexes en matière de développement et de sécurité, en particulier dans des contextes de fragilité irréductible. Bien que l'Union Européenne (UE) et les pays du Sahel aient développé des instruments et des outils politiques pour aborder le lien entre sécurité et développement, les réponses et

les processus sont souvent confrontés à de nombreux défis qui tendent à limiter l'efficacité de la réponse et l'impact des interventions prévues. Les États du Sahel ont de plus en plus l'impression que l'approche de l'UE en matière de développement et de gestion des crises manque de cohérence et est en grande partie influencée par des impératifs nationaux - la crise énergétique actuelle de l'Europe ou les menaces perçues (telles que l'importation de l'extrémisme violent et la migration irrégulière) et les changements géopolitiques internationaux - plutôt que par la poursuite d'objectifs communs et les intérêts de l'Afrique. À l'heure où la concurrence géopolitique est exacerbée et où les perceptions d'une crise du multilatéralisme s'accroissent, un changement de paradigme est nécessaire pour renforcer la coopération entre l'UE et

le Sahel, en particulier dans les domaines du développement et de la sécurité.

Les deux jours du dialogue multipartite tenu au Gorée Institute ont permis de déceler que les polycrises créent une occasion de réévaluer et de redéfinir les relations entre l'Afrique et l'Europe. Que si les deux continents sont prêts à travailler sur un partenariat plus égalitaire, cela nécessitera un changement de paradigme dans la manière dont les relations sont structurées,

avec un respect des besoins et des priorités de chaque partie. Quant au modèle de coopération, il devra être plus flexible, inclusif et orienté sur le long terme, en tenant compte des intérêts réciproques liés à la transition énergétique, à la sécurité et à la gestion des flux migratoires. Ce partenariat pourrait bien devenir un moteur de transformation pour un avenir plus solidaire et durable.



Appui de la CEDEAO à la Démocratie, aux Élections et à la Gouvernance : les cas des pays de l'Afrique de l'Ouest mis en examen

Le traité révisé de la CEDEAO de 1993 a marqué un tournant en appelant à une coopération avec les Organisations de la Société Civile (OSC) et à une participation citoyenne accrue dans l'intégration régionale, passant d'une approche centrée sur l'État à un modèle plus "centré sur les personnes". Depuis lors, les OSC ont travaillé avec la CEDEAO sur des questions liées à la gouvernance et à la sécurité, notamment à travers des instruments comme le Protocole de 1999 sur la gestion des conflits et le Cadre de prévention des conflits de 2008. En reconnaissance du rôle des OSC dans la mobilisation des ressources humaines pour le développement, la CEDEAO a établi des partenariats pour sensibiliser sur les enjeux sociaux, politiques et économiques régionaux, en les intégrant dans l'élaboration des plans d'action régionaux.

Les groupes thématiques des OSC, notamment sur la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité, ont tenu des consultations et réalisé des études pour renforcer leur participation à l'intégration régionale. Dans le cadre du Charter Project Africa, le Gorée Institute a mené une étude sur la démocratie, la gouvernance et les élections dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Bénin, Cap-Vert, Nigeria) en évaluant la mise en œuvre de la CADEG (Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance). L'étude a permis de faire des recommandations pour renforcer la gouvernance et a servi de base pour un plaidoyer auprès de la CEDEAO.

Enfin, les communautés économiques régionales comme la CEDEAO jouent un rôle clé dans l'intégration économique en Afrique et sont des piliers de l'Union africaine, avec pour objectif de faciliter l'intégration régionale et la construction d'une Communauté économique africaine. Le Gorée Institute prévoit de continuer son plaidoyer auprès de la CEDEAO pour promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie en Afrique de l'Ouest. C'est dans ce sillage que s'est inscrit l'atelier portant sur « Appui de la CEDEAO à la démocratie, aux élections et à la gouvernance en Afrique de l'ouest : cas du Sénégal, du Bénin, du Cap-Vert et du Nigeria »

.Dans le cadre de cette rencontre, le renforcement du système de reporting sur la situation des États en matière d'accessibilité aux rapports nationaux, ainsi que le développement de mécanismes de contrôle et d'évaluation des États, ont été des priorités abordées. Il a également été souligné que des réformes organisationnelles étaient nécessaires pour améliorer l'efficacité, en particulier à travers une restructuration des processus de suivi et d'analyse. En parallèle, l'intensification des actions de monitoring et la promotion des droits de l'homme ont été mises en avant comme essentielles.

Par ailleurs, la collaboration constructive entre les universités, les institutions de jeunesse et les structures sous-régionales a été encouragée. Enfin, l'élaboration de mécanismes de

prévention des conflits a été identifiée comme une priorité.

Cette rencontre a permis, d'une part, de souligner l'importance de la technologie civique comme un levier essentiel pour promouvoir la participation citoyenne et la bonne gouvernance, et, d'autre part, de partager les bonnes pratiques en matière de sécurité dans des contextes où l'espace civique est restreint. Elle a également mis en lumière les avantages de la technologie numérique, notamment en facilitant l'accès à l'information citoyenne et en renforçant la transparence des processus électoraux, tout en identifiant les défis qu'elle présente, notamment en raison des dérives liées à son utilisation.

Cette rencontre a également permis de formuler des recommandations qui seront soumises à la CEDEAO pour une étude approfondie et une éventuelle mise en œuvre.



Session d'apprentissage et de partage entre les jeunes de l'Ecole politique du NIMD Mali et ceux des OSC sénégalaises

Dans la cadre de sa collaboration au sein du Consortium Power Of Dialogue (POD), le Gorée Institute a accueilli son partenaire

NIMD Mali pour une visite de travail et de partenariat du 30 septembre au 02 octobre 2024. Lors de cette rencontre, une session d'apprentissage et de partage a été organisée entre les jeunes de l'Ecole politique du NIMD et ceux des organisations de la société civile sénégalaise. Ainsi, quatre groupes de travail ont été constitués.

Il s'agit de « Bamako » qui a travaillé sur la participation des jeunes à la gouvernance démocratique, « Dakar » qui s'est penché sur le renouvellement de la classe politique, « Sikasso » qui a travaillé sur les fake news et la désinformation et « Gorée » qui avait en charge l'engagement citoyen et les réseaux sociaux. De ces groupes, sont sorties plusieurs recommandations dont la nécessité d'impliquer les jeunes dans les instances de prise de décision, l'importance de prioriser les compétences dans

la nomination des directions et l'impératif de former et de sensibiliser sur la participation citoyenne et la lutte contre la corruption, entre autres.

Par ailleurs, une nouvelle journée de partage d'expériences a été organisée avec les alumni du GYLA et à l'issue de laquelle d'importantes recommandations ont aussi émergé, visant principalement les bailleurs, les organisations comme le Gorée Institute et le NIMD et les bénéficiaires.



Réalisation des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest : les acteurs renforcés sur le plaidoyer, le lobbying, le réseautage et la mobilisation de ressources

La protection des enfants en Afrique de l'Ouest est encore problématique car étant confrontée à plusieurs défis d'ordre juridique, social et culturel. Ces défis sont relatifs à la violence, à l'exploitation, aux abus exercés sur eux, aux pratiques culturelles néfastes telles que les mariages d'enfant et les mutilations génitales féminines. On peut également noter le décrochage scolaire et la situation des enfants sans actes de naissance.

À cela, s'ajoutent des éléments d'extranéité qui viennent compromettre davantage la réalisation de leurs droits. Il s'agit, entre autres, du changement climatique, des crises sanitaires, des conflits et de la restriction de l'espace civique. Tous ces éléments mentionnés occultent parfois le travail important abattu par les Etats pour protéger les droits de l'enfant et leur offrir un meilleur cadre de vie

propice à leur développement, à leur survie et à leur épanouissement.

En effet, il est constaté que les nombreuses conventions internationales adoptées et ratifiées par certains Etats africains se heurtent très souvent aux réalités socioculturelles au niveau interne, au regard des nombreuses violations exercées à l'endroit des enfants qui, pourtant, sont réprimées par ces mêmes textes.

En plus de la restriction de l'espace civique, les organisations de la société civile travaillant sur la protection et la promotion des droits de l'enfant rencontrent aujourd'hui des problèmes de financement, constituant ainsi une limite à leurs ambitions en faveur des enfants.

Fort heureusement, la société civile étant considérée comme un contrepoids dans un système démocratique, peut recourir à des possibilités d'influence à travers le plaidoyer, le lobbying, le réseautage et même mener des activités de mobilisation de ressources.

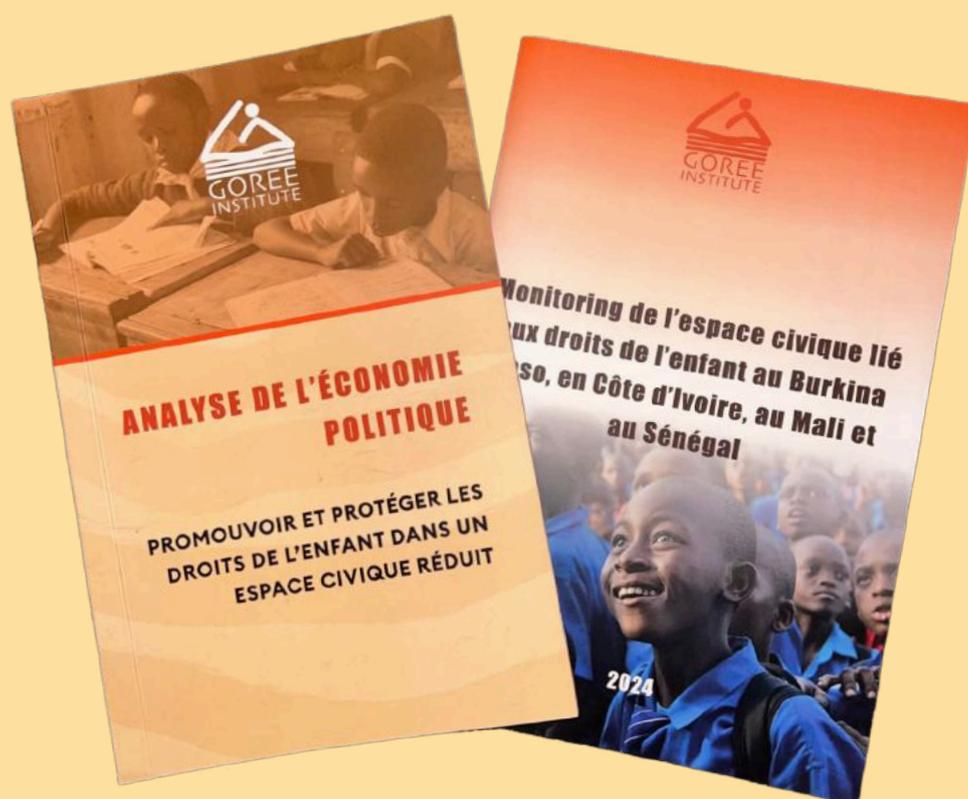
Cependant, plusieurs organisations de la société civile de protection des droits de l'enfant ne sont pas assez outillées pour mener ces actions d'influence efficaces. C'est dans ce contexte que le Gorée Institute, dans le cadre du Programme mondial de Renforcement des Organisations de la Société Civile pour les Droits de l'Enfant (PROSCIDE) a organisé, du 07 au 11 octobre 2024 un atelier régional de renforcement sur le plaidoyer, le lobbying, le réseautage et la mobilisation des ressources dont trois (03) jours de renforcement de capacités et deux jours pour la structuration du Réseau.

L'atelier régional de formation a permis aux participants et participantes de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal de partager des exemples concrets de succès dans les domaines du plaidoyer, du lobbying, du réseautage et de la mobilisation des ressources. Malgré des contextes nationaux différents, plusieurs succès

communs ont été identifiés, notamment des initiatives collaboratives qui ont permis d'atteindre des résultats notables.

Ainsi, cette formation de trois jours est suivie de deux jours de discussions entre acteurs des OSC défenseurs des droits de l'Enfant pour la mise en place d'un Réseau qui regroupe les OSC du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal. Celui-ci s'activera pour l'ouverture d'un espace civique favorable à la réalisation des droits de l'enfant, à la prévention des abus, à l'accès à la justice, à la promotion des droits fondamentaux y compris le renforcement de capacités, le monitoring, la sensibilisation et le plaidoyer.

La mise en place d'un tel collectif ouest-africain pour la protection et la promotion des droits de l'enfant constitue non seulement une initiative stratégique pour la mutualisation des efforts de protection à travers la région, mais aussi facilite la coopération, le partenariat, l'innovation collective, la mobilisation des ressources, le partage des bonnes pratiques et l'amplification de la voix des enfants.





Ressources naturelles et changement climatique : un dialogue multipartite pour développer des stratégies de réponses

Dans le domaine des industries extractives telles que l'exploitation minière, pétrolière et gazière, on ne saurait trop insister sur l'importance d'intégrer les principes d'engagement civique, de prévention des conflits et de responsabilité sociale des entreprises. Ces industries ont souvent un impact significatif sur les communautés qui sont à la fois sensibles sur le plan social et environnemental, ce qui nécessite une gestion prudente et nuancée pour atténuer les effets négatifs potentiels. Un engagement efficace avec les parties prenantes locales, des stratégies proactives de résolution des conflits et un engagement fort en faveur de la responsabilité sociale sont essentiels pour garantir des pratiques durables et responsables au sein de ces industries.

De plus, l'engagement civique dans la gouvernance des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique revêt une importance cruciale dans le contexte actuel de crise

environnementale et sociale. Alors que les défis liés à l'épuisement des ressources naturelles et aux dérèglements climatiques se font de plus en plus pressants, la participation active des citoyens devient essentielle pour garantir une gestion durable et équitable de notre environnement. Ce phénomène transcende les frontières géographiques et culturelles, illustrant l'interdépendance des sociétés humaines et des écosystèmes.

Cette rencontre multipartite a tenté d'explorer les différentes dimensions de l'engagement civique en mettant en lumière son rôle dans l'élaboration de politiques publiques efficaces, la protection des écosystèmes et la sensibilisation des communautés aux enjeux environnementaux. En examinant des exemples concrets de mobilisation citoyenne, la rencontre a permis de mesurer comment l'implication des citoyens peut influencer la gouvernance des ressources naturelles et contribuer à atténuer les effets du changement climatique. Elle a aussi permis de démontrer que l'engagement civique n'est pas seulement une question de responsabilité individuelle, mais un pilier fondamental d'une gouvernance démocratique et durable.



Gorée Institute

CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE

VISION

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

Gorée Institute

Residence Bibi, Rue des Gourmets
BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal
Telephone: +221 33 849 48 49
Email: info@goreeinstitut.org
Site web: <https://goreeinstitut.org>

